

DEPARTEMENT DES PYRENEES ATLANTIQUES

COMMUNE D'HENDAYE (64700)

REHABILITATION DU BÂTIMENT ACCUEIL – ADMISSION - DIRECTION

Hôpital Marin d'Hendaye – Route de la Corniche

NOTICE DESCRIPTIVE ACCESSIBILITE HANDICAPEE

27 Janvier 2025

Maitre d'Ouvrage

Hôpital Marin de Hendaye – AP-HP
Route de la Corniche
64700 HENDAYE

Maitre d'Oeuvre

SAS Thomas Vignau Architecte
361 Allée du Campas
64240 URT

Bureau de Contrôle

QUALICONSLT
28/30 Chemin de Sabalce
64100 BAYONNE

A – GENERALITES

Accessibilité des personnes à mobilité réduite aux Établissements et Installations ouvertes au public (E.R.P. et I.O.P.)

1- RAPPELS

1.1 Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n°94-86 du 26 Janvier 1994
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006
- Décret n°2007-1327 du 11 Septembre 2007
- Arrêté du 21 Mars 2007 (ERP existants)
- Circulaire DGUHC n°2007-53 du 30 Novembre 2007
- Arrêté du 08 Décembre 2014 (ERP dans un cadre bâti existant)

1.2 L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles :

- R.162-8 à R.162-13 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 162-9 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 143-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap.**

L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

2 – DEFINITION DE L'ACCESSIBILITE

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 162-10. - Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

3 – OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, au stade du permis de construire, l'engagement du maître d'ouvrage vis à vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier de permis de construire.

4 – OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Au stade du permis de construire le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

Il fournit tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant une première vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'**AVIS OBLIGATOIRE** de la commission consultative départementale de sécurité d'accessibilité.

En fin de travaux l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.122-30 du code de la construction et de l'habitation :

Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux, par un contrôleur technique ou un architecte soumis à l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut être celui qui a signé la demande de permis de construire

Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux.

Le fait, pour une personne ne remplissant pas les conditions définies au premier alinéa de l'article R. 122-30, d'établir une attestation mentionnée à cet article est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5^e classe.

Le fait de faire usage d'une attestation établie par une personne ne remplissant pas les conditions définies au premier alinéa de l'article R. 122-30 est puni de la même peine.

La juridiction peut prononcer la peine d'affichage de la décision et de diffusion de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal.

En cas de récidive, le maximum de la peine encourue est majoré dans les conditions définies par les articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

B – DONNEES CONCERNANT L'OPERATION

1 – DESIGNATION DE L'OPERATION

Nom de l'opération :	Réhabilitation du bâtiment Accueil / Admission / Direction
Commune :	64700 HENDAYE
Classement :	ERP de 5^{ème} catégorie de type W

2 – DESCRIPTION SYNTHETIQUE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT PREVUS :

2.1 Description sommaire

Le projet concerne la réhabilitation d'un bâtiment unique en R+1 destiné à l'accueil, l'admission et la direction du site de l'Hôpital Marin. Le projet de réaménagement se décompose comme suit :

- RdC :
 - 1 espace accueil / attente pour le public
 - 4 bureaux avec accueil du public
 - 1 sanitaire PMR accessible au public
 - 1 salle détente
 - 1 sanitaire PMR réserve au personnel
 - 1 local reprographie
 - 1 local bagagerie
- R+1 :
 - 5 bureau pour le personnel
 - 1 salle de reunion
 - 1 local reprographie
 - 1 local office

Notas :

- ✓ Seule une partie du niveau RdC est accessible au public

3 – DESIGNATION DES ACTEURS

Maître D'ouvrage : HOPITAL MARIN – AP HP
Route de la Corniche, 64 700 HENDAYE

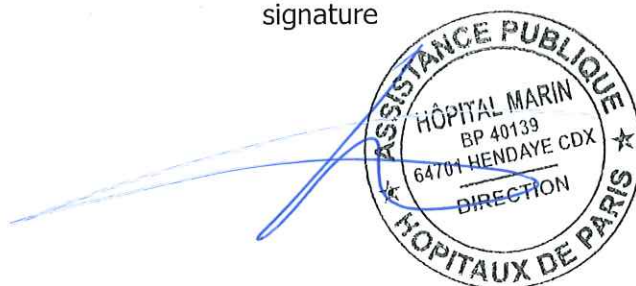
Architecte : SAS Thomas Vignau Architecte
361 Allée du Campas, 64240 URT

4 – ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE ET DU MAITRE D'ŒUVRE

Je soussigné, Mme Delphine BART **Maître d'ouvrage**,
m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur le projet défini ci-avant.

Date : 07/02/25

signature



Je soussigné, M. Thomas VIGNAU. **Architecte**, représentant la SAS Thomas VIGNAU Architecte
m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur le projet défini ci-avant.

Date : 27/01/2025

signature

 **Thomas VIGNAU**
ARCHITECTE D.E.S.A.
SAS Inscrite sous N° 5 2 3 9 7 / Ordre National des Architectes
N° 0 8 5 9 7 2 - Ordre des Architectes de Nouvelle Aquitaine
Capital de 8000,00 € - SIREN - N° 891 207 326 RCS Bayonne
361, Allée du Campas - 64240 URT
Email: contact@thomas-vignau-architecte.com
T : 06 22 26 76 88 - www.thomas-vignau-architecte.com

NOTICE VERIFIEE LE 27/01/2025
PAR L'ORGANISME DE CONTROLE TECHNIQUE AGREE

QUALICONSULT
Agence Pyrénées Gascogne
28/30 chemin de Sabalce
64100 BAYONNE
Tél. 05 59 62 60 84
Fax 05 59 62 64 46

C – ANNEXE A LA NOTICE D'ACCESSIBILITE

Le projet doit intégrer l'accessibilité à **tous les types de handicaps** (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage

Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée

Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage

Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

D – DISPOSITIONS TECHNIQUES GENERALES

ETABLISSEMENT BUREAUX

ERP 5ème Catégorie Type W

Dispositions prises pour l'application des articles R.111-19 à R.111-19-3 et R 111-19-6 du CCH

♦ **Cheminements extérieurs** (article 2 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi tour, de repos, d'usage,)
- Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation,...)
- Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)
- Qualité d'éclairage (minimum 20 lux)
- ...

- Sans objet dans le cadre des travaux

♦ **Stationnement** (article 3 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- Nombre : 2% du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur, ...
- Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol
- Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40m minimum
- ...

- Sans objet dans le cadre des travaux

♦ **Accès aux bâtiments** (article 4 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- Entrées principales facilement repérable (éléments architecturaux, matériaux différents ou contraste visuel, ...)
- Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)
- Nature et positionnement des système de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées de portes,...)
- ...

- Accès de plain-pied sans ressaut au droit des seuils de portes
- Visibilité de l'entrée depuis la voirie du site de l'hôpital marin avec signalétique

♦ **Accueil du public** (article 5 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable
- Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant
- Qualité d'éclairage (minimum 200 lux)
- ...

Zones accueil :

Espace situé à l'entrée – Equipement prévu respectant un espace d'usage de 0,80 x 1,30 m
Traitement acoustique afin d'obtenir une aire d'absorption équivalente de 25 % de la surface
Mobilier adapté avec intégration d'un espace de 70 x 60 x 30 cm pour passage des jambes et tablette à hauteur de 80 cm maximum.

Visualisation en direct du public venant de l'extérieur

◆ **Circulations intérieures horizontales** (article 6 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- *Éléments structurants repérables par les déficients visuels*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 100 lux)*
- ...

Zone RdC

- Largeur minimum de 1,40 m
- Possibilité de demi-tour avec aire de retournement de 1,50 m dans le hall d'entrée. Possibilité de demi-tour dans la salle d'attente et devant le sanitaire PMR
- Eclairage assurant une valeur de 100 lux minimum en tout point.
- Le sol sera traité de manière à ce qu'il soit non glissant et non réfléchissant

◆ **Circulations verticales** (article 7 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

➤ **Escaliers**

- *Contraste visuel et tactile en haut des escaliers*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastée, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 150 lux)*
- ...

| - Sans objet

➤ **Ascenseurs**

- *Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible*
- *Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis, ...)*
- *Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire*
- ...

| - Sans objet

◆ **Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques** (article 8 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- *Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire*
- *Respect de prescriptions particulières pour le repérage et l'utilisation d'arrêt d'urgence*
- *Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur*
- ...

| - Sans objet

◆ **Revêtements de sols, murs et plafonds** (article 9 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- *Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle*
- *Dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions (dureté, aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol des espaces d'accueil, d'attente, de restauration, ...)*
- ...

Plafonds : Plafonds type dalle 600*600 / Traitement acoustique à raison de 25 % d'aire d'absorption au droit de la salle d'attente du bureau

Parois : Doublage par plaque de plâtre avec isolant. Traitement du contraste par rapport aux portes.

Revêtement de sol : Revêtement sol PVC non éblouissant

♦ **Portes, portiques et SAS** (article 10 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées, espaces de manœuvre de portes cf annexe 2 de l'arrêté du 1er août 2006, ...)*
- ...
- Portes d'entrée avec vantail principal de 90 cm de passage libre minimum
- Portes intérieures et porte accès aux sanitaires de 83 cm de passage libre minimum
- Espaces de manœuvre
- Effort d'ouverture des portes < 50 N
- Repérage des portes vitrées transparentes tout hauteur.

♦ **Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande** (article 11 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- *Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes (contraste visuel, signalisation,...)*
- *Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des lavabos; guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'usage d'un clavier*
- *Caractéristiques minimales à respecter pour les commandes manuelles, les fonctions de voir, entendre ou parler*
- *Information sonore doublée par une information visuelle*
- ...
- Hauteur des commandes située entre 0,90 et 1,30 m
- Commandes contrastées visuellement et tactilement

♦ **Sanitaires** (article 12 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- *Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées*
- *Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur*
- *Positionnement de la cuvette (hauteur, ...), de la barre d'appui, ...*
- *Positionnement des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains, ...*
- *Obligation d'un lave mains à l'intérieur des sanitaires "Handicapés"*
- ...
- Bloc sanitaire rdc

Dispositions respectant :

- Espaces de manœuvre et d'usage prévus à l'intérieur
- Aménagement du cabinet d'aisance avec :
 - > un dispositif préhensible permettant de refermer la porte derrière soi,
 - > un lave-main d'une hauteur de 85 cm maximum,
 - > une cuvette de surface d'assise entre 45 et 50 cm, avec espace d'usage de 0,80 x 1,30 m
 - > une barre d'appui latérale pouvant supporter le poids d'une personne (placée entre 70 et 80 cm de hauteur).

Hauteur des autres équipements (sèche-main, porte savon, etc...) : h < 1,30 m

♦ **Sorties** (article 13 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérable de tout point et sans confusion avec les sorties de secours
 - ...
- | - Sorties facilement repérables avec signalétiques et de passage libre minimum de 90 cm.

♦ **Éléments d'information et de signalisation** (Annexe 3 à l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- Caractéristiques minimales à respecter concernant les éléments d'information et de signalisation fournis de façon permanente aux usagers
 - ...
- | - Signalétiques des équipements et repérages adaptés
- | - Hauteur des caractères adaptée

DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

♦ **Établissements recevant du public assis** (article 16 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- *Caractéristiques minimales des emplacements à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- ...

Zone d'attente :

- Mobilier non fixé au sol, adaptation possible des emplacements avec espace d'usage de 0,80 x 1,30 m.

♦ **Établissements comportant des locaux d'hébergement** (article 17 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- *Caractéristiques minimales des chambres à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- *Toutes les chambres doivent être adaptées dans le cas d'établissements d'hébergement de personnes âgées ou handicapées*

- SANS OBJET

♦ **Douches et cabines** (article 18 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- *Caractéristiques minimales des cabines et des douches à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles, nature des équipements)*
- ...

- SANS OBJET

♦ **Caisses de paiement disposées en batterie** (article 19 de l'arrêté modifié du 08 Décembre 2014)

- *Caractéristiques minimales des caisses de paiement disposées en batterie à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- ...

- SANS OBJET